

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 DIJON

DIJON, le 21/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/11/2022

Contexte et constats

Publié sur 

DIJON ENERGIES Dijon Sud Péjoces

Boulevard Petitjean

DIJON SUD

21000 DIJON

Références : 2022-480
Code AIOT : 0005403160

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/11/2022 dans l'établissement DIJON ENERGIES Dijon Sud Péjoces implanté Boulevard Petitjean DIJON SUD 21000 DIJON. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DIJON ENERGIES Dijon Sud Péjoces
- Boulevard Petitjean DIJON SUD 21000 DIJON
- Code AIOT : 0005403160
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation concernée est une chaufferie participant à l'alimentation du réseau de chaleur urbain existant sur Dijon Métropole.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- coup de poing
- inspection inopinée
- risques accidentels : risque incendie
- actions nationales 2022 : action régionale

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 07/08/2013, article 7.1.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 07/08/2013, article 7.2.4	/	Sans objet
3	Systèmes de détection	Arrêté Préfectoral du 07/08/2013, article 7.3.4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Vanne de coupure de l'alimentation en gaz	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 63	/	Sans objet
5	Rétention et étiquetage des produits	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 50	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort des constats lors de la visite que :

- la distance entre les poteaux incendie et les accès aux différentes zones à risques, mesurée par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours, est supérieure à 100 m pour la chaufferie gaz, une fosse biomasse et une partie des stockages extérieurs de biomasse
- des parties des installations de détection incendie (détecteur de flamme) et de détection gaz (batteries et cellules gaz) sont à remplacer afin d'assurer la pleine fonctionnalité de ces dispositifs. Des commandes pour la réalisation des travaux ont été transmises par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2013, article 71.1
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.
Constats : L'exploitant présente le plan de localisation des risques intitulé « repérage des risques, moyen de prévention et zones de stockage », qui identifie les risques dans les différentes zones du site. NON-CONFORMITÉ : Les zones à risques ne sont pas matérialisées au sein des installations.
Observations : Le plan des zones à risques n'est ni daté, ni versionné, ce qui ne permet pas de s'assurer que la version utilisée est la version en vigueur. Le plan d'intervention affiché à l'entrée des locaux administratifs n'est pas cohérent avec le plan des zones à risques remis lors de la visite et affiché à côté.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2013, article 7.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] - de trois poteaux d'incendie d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Constats : La présence de RIA et d'extincteurs conformément au plan « de repérage des risques, moyens de prévention et zones de stockage » remis en début d'inspection est contrôlée par échantillonnage. L'exploitant présente le registre de sécurité indiquant les vérifications des moyens de lutte contre l'incendie suivantes : - extincteurs : vérification le 03/03/2022 - RIA : vérification des 6 RIA du site le 04/03/2022. Trois poteaux incendie situés sur le domaine public, à proximité des installations, sont vus lors de la visite. L'exploitant présente les rapports de contrôle des débits des poteaux incendie : - en 2021, seul un contrôle visuel a été réalisé - en 2020, les débits ont été contrôlés le 07/10/2020 ou le 13/08/2020 selon les poteaux : * poteau n°1120 situé vers l'entrée camions : 215 m3/h à une pression de 1 bar * poteau n°1119 situé vers l'entrée principale : 210 m3/h à une pression de 1 bar * poteau n°1118 situé vers l'accès pompier : 203 m3/h à une pression de 1 bar NON-CONFORMITÉ : Les mesures réalisées sur plans postérieurement à la visite mettent en évidence que certaines zones à risques sont situées à plus de 100 m des poteaux incendie les plus proches si les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours, et notamment (non exhaustif) : - l'entrée de la chaufferie gaz est située à environ 120 m du poteau incendie situé vers l'entrée principale ; - la fosse biomasse la plus au nord est située à environ 130 m des poteaux vers les entrées principale et camions ; - une partie du stockage extérieur de plaquettes forestières est situé à environ 150 m des poteaux incendie situés vers les entrées camions et vers l'accès pompiers.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Systèmes de détection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2013, article 7.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 7.1.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de gaz ou de fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats : Selon les déclarations de l'exploitant, les installations sont équipées : - d'une détection flamme dans les fosses de stockage de la biomasse (vue lors de la visite) - d'une détection de fumées dans tous les autres locaux - d'une détection gaz dans la chaufferie, au niveau de chaque brûleur (vue lors de la visite) : * 15 % de la LIE : signalisation d'une fuite de gaz * 30 % de la LIE : coupure automatique de l'alimentation gaz et électrique dans le local.</p> <p>Les centrales où sont reportées les alarmes sont situées dans les bureaux.</p> <p>Le local au sein duquel les cendres sous foyer (humides) sont entreposées n'est pas équipé d'une détection incendie.</p> <p>L'exploitant présente le rapport de la vérification de la détection incendie du 03/06/2022 (réf. RI20220601-VP1), le rapport de la vérification du 02/11/2022 n'étant pas encore disponible. Par courriel du 18/11/2022, l'exploitant transmet le rapport de la vérification de la détection incendie du 02/11/2022 (réf. RI20222201-VP2). NON CONFORMITÉ : Ces rapports indiquent que le détecteur flamme de la zone 20 du CH200 (fosse biomasse) passe en dérangement intempestif, le rapport du 02/11/2022 indique également que les batteries sont à remplacer à la prochaine visite. Par courriel du 18/11/2022, l'exploitant transmet à l'inspection copie du bon de commande en date du 18/11/2022 pour le remplacement des batteries du système de sécurité incendie et d'un capteur de flamme.</p> <p>L'exploitant présente le rapport de la vérification de la détection gaz du 12/04/2022 (ref. 220412155941).</p> <p>NON CONFORMITÉ : Ce rapport indique que les cellules ont dépassé leur durée de vie et sont à remplacer, toutefois il conclut que le dispositif est opérationnel. Par courriel du 18/11/2022, l'exploitant transmet à l'inspection copie du bon de commande en date du 18/11/2022 pour le remplacement de deux cellules gaz.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Vanne de coupure de l'alimentation en gaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 63
Thème(s) : Risques accidentels, Gaz
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : II. – Un dispositif de coupure manuelle, indépendant de tout équipement de régulation de débit, placé à l'extérieur des bâtiments s'il y en a, permet d'interrompre l'alimentation en combustible liquide ou gazeux des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, est placé : - dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ; - à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible. Il est parfaitement signalé et maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.
Constats : Une vanne de coupure de l'alimentation en gaz est située à l'extérieur de la chaufferie gaz. Lors de la visite, il est constaté que la signalisation des positions ouverte et fermée sur la vanne elle-même est erronée : elle signale une position fermée, alors que la vanne est ouverte (selon les déclarations de l'exploitant et les conventions habituelles). L'affichage à côté de la vanne indique, quant à lui, des positions ouverte et fermée différentes. Au-delà du fait qu'il s'agit d'une non-conformité aux dispositions de l'article 63 de l'AM du 03/08/2018, cette erreur de signalisation peut s'avérer dangereuse en cas d'incident, car une personne extérieure pourrait se fier uniquement au marquage sur la vanne, ou ne pas savoir identifier la position ouverte ou fermée du fait de l'incohérence des informations. Par courriel du 18/11/2022, l'exploitant indique avoir démonté la plaque identifiant les positions erronées, et justifie la bonne indication des positions ouverte et fermée en joignant une photographie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Rétention et étiquetage des produits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention de la pollution des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : IV. – Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, le volume minimal de la rétention est égal : - soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres ; - soit à 50 % de la capacité totale des récipients avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.
Constats : Lors de la visite, 2 fûts d'environ 200 l et plusieurs bidons de 20 l de liquides dangereux ne sont pas stockés sur rétention dans le local d'entreposage des bigs bags de cendres. Par courriel du 18/11/2022, l'exploitant indique avoir mis les bidons et les fûts sur rétention et envoie des photos le justifiant.
Observations : Par ailleurs, les fûts, qui contiennent vraisemblablement le même produit que les bidons, ne portent pas le même étiquetage que les bidons, alors que, selon les déclarations de l'exploitant, il s'agit du même produit. Selon la fiche de données de sécurité transmise par courriel du 18/11/2022, ce produit porte les mentions de dangers suivantes : - H302 : Toxicité aiguë par voie orale, Catégorie 4 - H314 : Corrosion/irritation cutanée, Catégorie 1B - H335 : Toxicité spécifique pour certains organes cibles (Exposition unique), Catégorie 3 : Irritation des voies respiratoires - H412 : Toxicité chronique pour le milieu aquatique, Catégorie 3
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet